

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 288/ Décembre 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2019

Léger redressement de la confiance dans un contexte persistant d'incertitudes

Malgré les tensions sur les entreprises, le climat des affaires se redresse progressivement

Depuis la chute enregistrée au 3^e trimestre 2018 et l'atteinte d'un niveau historiquement bas, l'indicateur du climat des affaires se redresse progressivement : au 3^e trimestre 2019, la progression de 3,2 pts résulte aussi bien d'une moindre dégradation de l'appréciation des entrepreneurs concernant le trimestre écoulé (+1,9 pt) que de leurs anticipations pour le trimestre à venir (+ 1,3 pt). L'activité est la variable qui se redresse le plus.

Néanmoins, bien que l'indicateur retrouve son niveau de début 2018, il reste dans une zone reflétant un environnement relativement dégradé, sensiblement en deçà de sa moyenne de longue période (-9,2 pts).

Les signes de tensions financières qui pèsent sur les entreprises se font de plus en plus prégnants. Les soldes d'opinions jugeant du niveau de trésorerie et des délais de paiement se maintiennent à des niveaux défavorables. Dans le même temps, le recours aux crédits de trésorerie, déjà en nette progression au trimestre précédent, s'intensifie encore davantage.

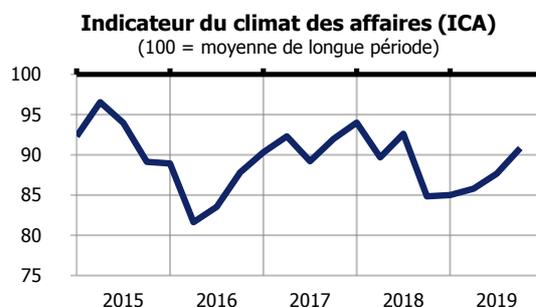
L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques traduit une activité économique sans ressort. Malgré un contexte monétaire accommodant (inflation nulle et taux d'intérêt bas), l'atonie du marché de l'emploi et la prudence des ménages en matière de dépenses se font sentir sur la consommation. Les collectivités publiques, qui jouent traditionnellement un rôle d'amortisseur conjoncturel, sont également limitées par des contraintes budgétaires. L'investissement montre une relative résilience, grâce notamment à des opérations exceptionnelles (l'achat d'un avion par Aircalin au 3^e trimestre) mais le marché immobilier confirme son ralentissement.

Au plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Malgré la bouffée d'air apportée par l'appréciation du cours nickel, les opérateurs du secteur demeurent sous tension et en réflexion sur la soutenabilité des modèles actuellement en œuvre. Dans le secteur du BTP, en lien avec la raréfaction des mises en chantiers, le pessimisme persiste. En revanche, dans le secteur tertiaire (tourisme et service), la conjoncture semble trouver une trajectoire plus favorable.

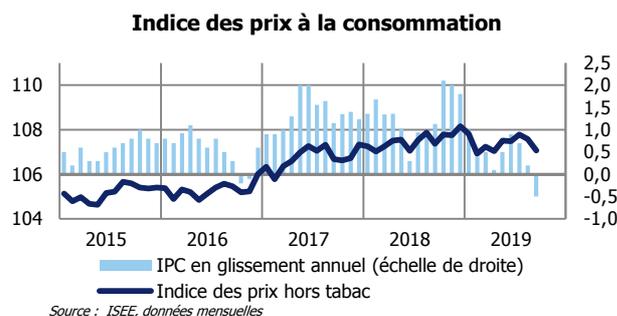
Les prix à la consommation restent stables

Au troisième trimestre 2019, l'indice général des prix à la consommation (IPC) enregistre une légère hausse (+0,1 % sur le trimestre). Sur la même période, les prix de l'alimentation sont en progression (+0,3 %) tout comme ceux des services (+0,5 %). En revanche, l'indice des prix des produits manufacturés et de l'énergie recule (respectivement -0,4 % et -0,1 %).

En glissement annuel sur le trimestre, l'indice général des prix est encore tiré à la hausse (+0,4 %) par l'appréciation des prix du tabac (+2,1 %). Hors évolution des prix du tabac, les prix sont globalement orientés à la baisse (-0,1 %). Les prix des biens alimentaires, de l'énergie et des produits manufacturés sont en contraction (respectivement -1,5 %, -0,4 % et -0,2 %). Seuls les prix des services affichent une augmentation (+0,9 %).



Source : Enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM



Source : ISEE, données mensuelles

Un marché de l'emploi peu dynamique

Au 3^e trimestre 2019, les chefs d'entreprise font globalement état d'une situation moins défavorable qu'aux trimestres précédents et sont donc moins nombreux à déclarer une baisse de leurs effectifs. Le solde d'opinion portant sur l'emploi s'établit à -0,3 pt en dessous de sa moyenne de longue période (contre -1,1 au 2^e trimestre 2019). Parallèlement, le nombre de chômeurs indemnisés augmente pour le 4^e trimestre consécutif : ils sont 2 380 ce trimestre soit 6,2 % de plus qu'au 3^e trimestre 2018.

Le secteur du tourisme tire son épingle du jeu depuis un an avec une majorité d'entrepreneurs déclarant une hausse de leurs effectifs chaque trimestre. À l'inverse, le secteur du BTP voit ses effectifs baisser pour le 4^e trimestre consécutif. Les emplois dans l'industrie sont plutôt mal orientés (solde d'opinion à 1,4 pt en dessous de sa moyenne de longue période), en lien avec une réduction de l'activité observée depuis plusieurs trimestres.

L'emploi salarié privé enregistre une légère hausse au 2^e trimestre 2019 (+0,3 %) porté par les secteurs des services et de l'industrie (+0,4 % et +1,3 % de salariés respectivement). Le secteur de la construction est particulièrement touché par les licenciements économiques (36 personnes).

Une consommation des ménages amorphe

Les différents indicateurs relevés au 3^e trimestre 2019 font état d'une consommation des ménages plutôt amorphe et sans levier.

Les immatriculations de voitures neuves poursuivent leur chute : -24 % en an. Le marché des véhicules d'occasion, qui était plus dynamique, enregistre également une baisse d'activité (-2,8 %).

Le ralentissement de la consommation des ménages se matérialise par le ralentissement des crédits à la consommation : -4,7 % sur l'année pour la production et -2,6 % pour les encours. Par ailleurs, le nombre de ménages ayant un employé baisse progressivement, reflet de la précaution des ménages portée à leurs dépenses.

Par ailleurs, le niveau des importations de biens de consommation est faible, seules les importations d'articles d'habillement, dynamisés par la période de soldes sont en hausse ce trimestre (+1,5 %). Les importations de biens de consommation durables baissent de 7,5 % ce trimestre et de 0,7 % en glissement annuel, résultat d'investissements moindres en équipement.

L'investissement global se maintient mais le marché immobilier ralentit

Les importations de biens d'investissements sont de nouveau gonflées ce trimestre par la réception d'une commande importante (+67,7 % en glissement annuel) : un avion destiné au renouvellement de la flotte d'Airalin. Parallèlement, si les importations de machines et d'équipements se maintiennent sur l'année (+0,5 %), les immatriculations de véhicules utilitaires chutent de 44,2 %. Par ailleurs, les chefs d'entreprise interrogés lors de l'enquête de conjoncture sont de plus en plus nombreux à déclarer une baisse des investissements prévus. L'investissement des entreprises semble pourtant se maintenir : les encours de crédits à l'investissement sont en hausse de 3,5 % en glissement annuel après avoir connu une baisse au 2^e trimestre 2019 (-0,9 % soit -1,6 mds XPF).

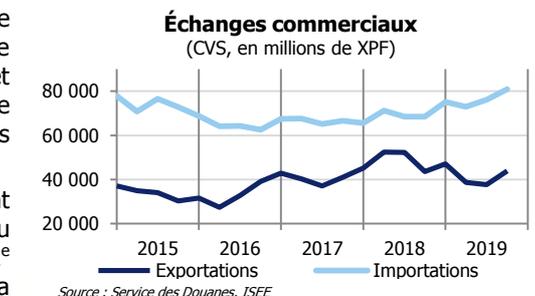
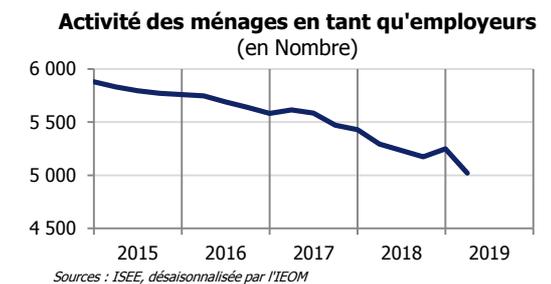
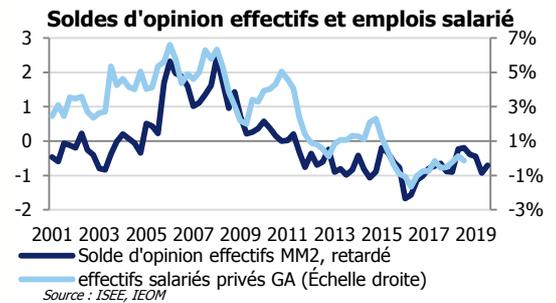
Parallèlement, l'investissement dans le secteur de l'immobilier est moins favorable. Le ralentissement constaté depuis plusieurs trimestres de l'investissement à l'habitat des ménages se confirme à nouveau : l'encours progresse de 5,8 % ce trimestre par rapport à l'année précédente après 6,0 % au 2^e trimestre et 6,9 % au 1^{er} trimestre 2019. Au niveau des entreprises, la hausse l'encours de crédits à la construction est de 0,9 % ce trimestre après 1,0 % au trimestre précédent.

Des échanges commerciaux gonflés par le secteur des transports

Portées par l'appréciation des cours du nickel et par la revente de matériels de transport (+40,3 % d'exportations de biens d'investissement), les exportations se redressent au 3^e trimestre 2019 (+16,3 % par rapport au trimestre précédent) et retrouvent le niveau relativement élevé de 2018. Malgré le rebond sur le trimestre (+6,1 %), les exportations de nickel reculent de 8,0 % sur l'année. Les exportations de crevettes ralentissent (-42,1 % sur l'année).

Les importations continuent leur progression ce trimestre (+6,2 %), et atteignent un nouveau point haut à 81 milliards XPF (CVS). Ce record s'explique de nouveau par les livraisons d'investissements dans les transports : après la livraison au 2^e trimestre de véhicules Néobus et de palangriers, le 3^e trimestre est marqué par la livraison d'un avion dans le cadre du renouvellement de la flotte d'Airalin. Les importations de produits énergétiques baissent de 14,5 % sur l'année, elles se réduisent de 7,7 % pour les biens intermédiaires et de 0,7 % pour les biens de consommation durables.

Le rattrapage des exportations contribue à la réduction du déficit commercial au 3^e trimestre (-3,7 %) qui reste néanmoins bien plus élevé qu'en 2018. Le taux de couverture des exportations par les importations s'élève à 54,2 % ce trimestre, il était de 63,6 % au 3^e trimestre de l'année passée.



Recherche d'un nouvel élan dans la plupart des secteurs

Le cours du nickel au plus haut depuis près de 4 ans

Au 3^e trimestre 2019, les stocks mondiaux de nickel au LME continuent de fondre (-10,8 % sur un trimestre et -38,8 % en rythme annuel) atteignant leur plus bas niveau depuis fin 2012. À cette baisse des stocks, s'est ajoutée l'annonce de l'arrêt de l'exportation de minerai en Indonésie. Une annonce qui a secoué le marché et a favorisé la remontée du cours du nickel (+27,3 % sur trois mois).

Dans ce contexte plus favorable, pour le 2^e trimestre consécutif, la **production minière** a progressé (+7,3 %), mais reste encore en deçà de son niveau d'un an auparavant (-10,5 %). Le volume d'exportations augmente tant en rythme trimestriel (+42,0 %) qu'annuel (+12,9 %), traduction des récentes autorisations d'exportations de minerai. En valeur, les exportations sont également en progression (+43,8 % sur trois mois mais seulement +0,2 % sur un an).

Après le fort ralentissement enregistré au premier semestre, la **production métallurgique** repart à la hausse au 3^e trimestre (+11,6 % par rapport au trimestre précédent). Elle reste toutefois sensiblement inférieure à la production de l'an dernier (-13,0 %) confirmant les difficultés d'exploitation et de montée en puissance des usines. En volume, les exportations de produits du nickel s'établissent à un niveau relativement faible (près de 22 500 tonnes de nickel contenu contre 25 500 tonnes en moyenne sur les 5 dernières années), stables sur un trimestre et en contraction de 14,8 % sur un an. Les exportations en valeur, augmentent de 6,1 % sur trois mois mais restent orientées à la baisse en rythme annuel (-8,0 %), la hausse des cours n'ayant pas permis de compenser l'intégralité de la diminution des volumes.

Le marché mondial du **cobalt** continue d'évoluer défavorablement. En dépit du recul des stocks (-5,5 % sur trois mois), le cours diminue (-3,1 % sur un trimestre et -52,6 % sur un an). En Nouvelle-Calédonie, la **production** enregistre un nouveau recul (-6,7 % en glissement trimestriel et -31,0 % en glissement annuel). Les exportations s'améliorent sur un trimestre (+14,5 % en volume et +27,5 % en valeur) mais se dégradent sur un an (-33,0 % en volume et -67,7 % en valeur).

Peu de perspectives de reprise pour le secteur du BTP

Au 3^e trimestre 2019, la conjoncture dans le secteur du BTP apparaît encore très défavorable. Les indicateurs traduisent une activité peu dynamique. Les ventes de ciment diminuent fortement (-12,5 %, CVS) s'établissant à un niveau particulièrement faible (environ 17 500 tonnes contre 25 000 tonnes en moyenne trimestrielle sur les 5 dernières années).

Le léger redressement du solde d'opinion relatif à l'activité enregistré au trimestre précédent ne se confirme pas ce trimestre, lequel reste encore sensiblement en deçà de sa moyenne de longue période. Les perspectives de relance semblent également relativement limitées à court terme. Le marché du logement intermédiaire, qui représentait jusqu'à peu un des moteurs du secteur, est arrivé progressivement à saturation, comme en témoigne la tendance à la hausse des logements vacants et à la baisse des loyers, rapportée par les professionnels du secteur. Le volume de projets de grande envergure apparaît également plus modeste et le démarrage de nouveaux chantiers se fait de plus en plus rare.

La conjoncture s'améliore pour le secteur touristique

Entre janvier et juillet 2019, 65 339 touristes ont séjourné sur le territoire, soit une progression de 2,6 % (+1 641 touristes) par rapport à la même période en 2018 (et +4,7 %, soit + 2 910 touristes par rapport à 2017, année du record de fréquentation). Ce sont principalement les marchés australiens et néo-zélandais (respectivement +13,7 % et +3,9 %) qui expliquent cette augmentation.

Dans le sillage de cette hausse de la fréquentation, au 3^e trimestre, les chefs d'entreprise du secteur touristique sont plus nombreux à faire part d'un niveau d'activité en progression. Leurs anticipations pour le trimestre à venir sont également mieux orientées, repassant au dessus de leur moyenne de longue période. Une tendance favorable qui se traduit également par un renforcement des effectifs et par de solides prévisions d'investissements.

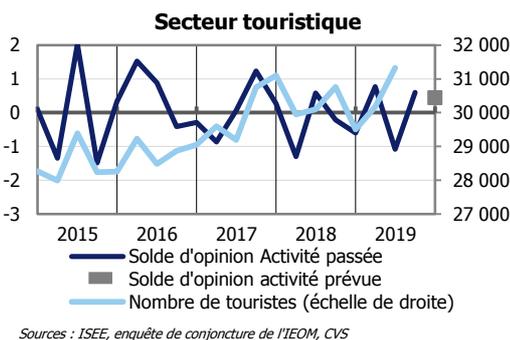
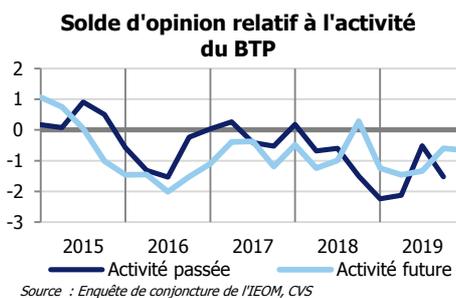
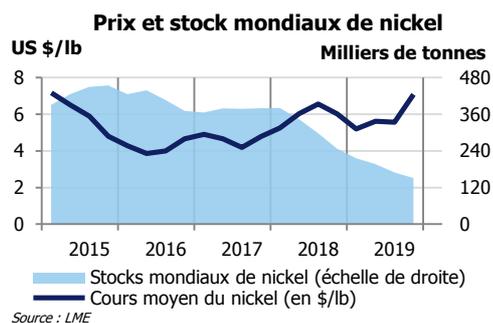
En revanche, au 3^e trimestre, l'activité de croisière enregistre son 5^e trimestre de recul, et avec l'accueil de moins de 79 000 croisiéristes, elle atteint son plus bas niveau depuis fin 2012.

Un panorama contrasté dans le secteur primaire

Au 3^e trimestre 2019, la saison de traitement des crevettes est arrivée à son terme et selon les professionnels du secteur, les ventes locales sont moins importantes que les années précédentes. Après un 1^{er} semestre relativement bien orienté, les exportations sont également en net recul (-42,1 % en glissement annuel, CVS).

En parallèle, partant d'un niveau de pêche jugé correct (+9,0 %, CVS sur trois mois pour le tonnage débarqué par les palangriers), les exportations de thons progressent pour le 2^e trimestre consécutif (+17,6 %, CVS) et atteignent leur plus haut niveau depuis près de 4 ans (232 tonnes exportées).

À l'approche de la saison sèche, la production de viande locale (CVS) diminue globalement : contraction de 2,6 % pour la filière bovine et progression de 1,2 % pour la filière porcine.



La conjoncture régionale et internationale

LES TENSIONS INTERNATIONALES FREINENT LA CROISSANCE DE LA REGION ASIE-PACIFIQUE

Le contexte mondial de ralentissement économique et la hausse des tensions internationales ont pesé sur l'investissement global et sur les échanges commerciaux de la région Asie-Pacifique. La Banque Mondiale prévoit ainsi un ralentissement de la croissance de la zone, estimée à +5,8 % pour 2019 contre +6,3 % en 2018. Pour 2020 et 2021, les estimations s'établissent à +5,7 % en 2020 puis +5,6 % en 2021. Afin de soutenir leurs économies, les pays de la région sont nombreux à avoir assoupli leurs politiques fiscales et monétaires.

En Chine, les conflits commerciaux avec les États-Unis continuent de freiner la croissance qui s'établit à 6,0 % au 3^e trimestre, un niveau historiquement bas. L'activité dans le secteur industriel chinois s'est contractée en octobre pour le 6^e mois consécutif, l'indice du climat des affaires (manufacturing PMI) s'établissant à 49,3 soit 0,9 point de moins qu'en octobre 2018. Les exportations du pays ont chuté de 3,2 % par rapport à 2018. La croissance se voit également atteinte par une demande domestique affaiblie par les mesures de lutte contre l'endettement important des entreprises et du gouvernement.

Au Japon, la demande extérieure a été particulièrement faible, pesant sur la production industrielle et la croissance à travers les exportations. À cela s'est ajoutée une baisse de la consommation domestique due à un durcissement de la fiscalité. En conséquence, la croissance du PIB est estimée à 0,1% au 3^e trimestre après 0,4 % au second trimestre, un résultat bien inférieur aux attentes.

La dégradation de la confiance des entreprises et du contexte économique se confirme en Australie : le PIB progresse de 1,4 % en glissement annuel au 2^e trimestre 2019 après avoir maintenu sa croissance au-dessus de 2,5 % tout au long de l'année 2018. Pour soutenir l'économie, la banque centrale australienne use d'une politique monétaire accommodante, celle-ci a en effet baissé son taux directeur successivement en juin, en juillet puis au mois d'octobre (1,25 %, 1,0 % puis 0,75 %).

Avec comme perspective la redynamisation des échanges dans la région, les 10 membres de l'ASEAN ainsi que la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont réunis début novembre pour préparer la signature, en 2020, du RCEP (Regional Comprehensive Economic Partnership), un accord de libre-échange qui pourrait former la plus vaste zone de libre-échange du monde.

Sources : FMI, The World Bank, Australian Bureau Of Statistics, Reserve Bank Of Australia, Bank of Japan, Statistics Bureau of Japan, National Bureau of Statistics of China.

LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE PEU DYNAMIQUE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2019, soit son plus bas niveau depuis 2008-09. Ce rythme a été revu à la baisse de 0,2 point par rapport aux perspectives de juillet, en lien avec la montée des tensions commerciales et géopolitiques qui se répercutent sur la confiance des chefs d'entreprise, les décisions d'investissement et le commerce mondial. Les politiques monétaires, rendues plus accommodantes aux États-Unis et dans de nombreux pays avancés et émergents, ont permis d'amortir l'impact de ces tensions sur les marchés financiers. Pour 2020, le FMI anticipe une croissance mondiale de 3,4 %, soit une révision à la baisse de 0,1 point par rapport à juillet.

Aux États-Unis, la hausse du PIB s'est élevée à 0,5 % au troisième trimestre 2019 (en variation trimestrielle), soit la même progression qu'au trimestre précédent. La consommation privée, stimulée par les mesures de relance du gouvernement, demeure le principal moteur de la croissance. Sur l'ensemble de l'année 2019, le FMI anticipe une croissance de 2,4 % qui ralentirait à 2,1 % pour l'année 2020.

Dans la zone euro, le PIB a continué de progresser de 0,2 % entre juillet et septembre, soit le même rythme qu'au deuxième trimestre. Le taux d'inflation s'est établi à 0,8 % à fin septembre, soit un net ralentissement par rapport à fin juin (+1,3%). Le taux de chômage se maintient quant à lui à 7,5 % dans la zone, son plus bas niveau depuis juillet 2008. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait s'élever à 1,2 % en 2019 et à 1,4 % en 2020. Pour rappel, elle avait atteint 1,9 % en 2018.

Au troisième trimestre, le PIB de la France a enregistré une croissance identique aux deux trimestres précédents : +0,3 %. La consommation des ménages accélère légèrement sur la période tandis que l'investissement ralentit. Pour les années 2019 et 2020, la Banque de France anticipe une hausse du PIB de 1,3 %, inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,7 %).

Au Japon, la croissance a nettement ralenti au troisième trimestre (+0,1 % après +0,4 %). Les tensions commerciales mondiales sont à l'origine du fléchissement des exportations japonaises. La consommation privée est également orientée à la baisse tandis que l'investissement reste robuste. Le FMI anticipe une croissance de 0,9 % en 2019 puis de 0,5 % en 2020.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait ralentir en 2019 (+3,9 % après +4,5 % en 2018) avant de rebondir en 2020 (+4,6 %) grâce au retour d'une croissance plus dynamique en Inde, au Brésil ou en Russie et à une récession moins marquée dans plusieurs pays émergents en difficulté (Turquie, Argentine, Iran). En Chine, la croissance a été revue à la baisse (+6,1 % en 2019, +5,8 % en 2020) suite aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure lié aux mesures prises pour maîtriser la dette.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 novembre 2019.